

A.M., 2017-09**Arrêté numéro V-1.1-2017-09 du ministre des Finances en date du 20 novembre 2017**

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1)

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites et le Règlement modifiant le Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription

VU que les paragraphes 1^o, 3^o, 4.1^o, 8^o, 9^o, 11^o, 26^o, 27^o et 34^o de l'article 331.1 de la Loi sur les valeurs mobilières (chapitre V-1.1) prévoient que l'Autorité des marchés financiers peut adopter des règlements concernant les matières visées à ces paragraphes;

VU que les troisième et quatrième alinéas de l'article 331.2 de cette loi prévoient qu'un projet de règlement est publié au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, qu'il est accompagné de l'avis prévu à l'article 10 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1) et qu'il ne peut être soumis pour approbation ou être édicté avant l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de sa publication;

VU que les premier et cinquième alinéas de cet article prévoient que tout règlement pris en vertu de l'article 331.1 est approuvé, avec ou sans modification, par le ministre des Finances et qu'il entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'indique le règlement;

VU que le Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription a été approuvé par l'arrêté ministériel n^o 2009-04 du 9 septembre 2009 (2009, *G.O.* 2, 4768A);

VU que le Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription a été approuvé par l'arrêté ministériel n^o 2009-05 du 9 septembre 2009 (2009, *G.O.* 2, 4824A);

VU qu'il y a lieu de modifier ces règlements;

VU que le projet de Règlement modifiant le Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites et le projet de Règlement modifiant le Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription ont été publiés au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, volume 13, n^o 27 du 7 juillet 2016;

VU que l'Autorité des marchés financiers a adopté le 25 octobre 2017, par la décision n^o 2017-PDG-0124, le Règlement modifiant le Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites et, par la décision n^o 2017-PDG-0125, le Règlement modifiant le Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription;

VU qu'il y a lieu d'approuver ces règlements sans modification;

En conséquence, le ministre des Finances approuve sans modification le Règlement modifiant le Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites et le Règlement modifiant le Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription, dont les textes sont annexés au présent arrêté.

Le 20 novembre 2017

Le ministre des Finances,
CARLOS LEITÃO

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 31-103 SUR LES OBLIGATIONS ET DISPENSES D'INSCRIPTION ET LES OBLIGATIONS CONTINUES DES PERSONNES INSCRITES

Loi sur les valeurs mobilières

(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1^o, 3^o, 4.1^o, 8^o, 9^o, 11^o, 26^o et 34^o)

1. L'article 1.1 du Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites (chapitre V-1.1, r. 10) est modifié par l'insertion, après la définition de l'expression « coût d'origine », des suivantes :

« « dépositaire canadien » : l'une des entités suivantes :

a) une banque énumérée à l'annexe I, II ou III de la Loi sur les banques (L.C. 1991, c. 46);

b) une société de fiducie constituée en vertu des lois du Canada ou d'un territoire du Canada, qui est titulaire d'un permis ou d'un enregistrement délivré en vertu des lois du Canada ou d'un territoire du Canada, et qui possède, d'après ses derniers états financiers audités, des capitaux propres d'au moins 10 000 000 \$;

c) une société par actions constituée en vertu des lois du Canada ou d'un territoire du Canada, qui est membre du groupe d'une banque ou d'une société de fiducie visée au paragraphe *a* ou *b*, pourvu que l'une des conditions suivantes soit remplie :

i) elle possède, d'après ses derniers états financiers audités, des capitaux propres d'au moins 10 000 000 \$;

ii) la banque ou la société de fiducie a assumé la responsabilité de toutes les obligations de garde concernant les fonds et titres qu'elle détient pour un client ou un fonds d'investissement;

d) un courtier en placement membre de l'OCRCVM qui est autorisé en vertu des règles de l'organisme, et de leurs modifications, à détenir les fonds et titres d'un client ou d'un fonds d'investissement;

« « dépositaire étranger » : l'une des entités suivantes :

a) une entité qui remplit les conditions suivantes :

i) elle est constituée en vertu des lois d'un pays, ou d'une subdivision politique d'un pays, autre que le Canada;

ii) elle est réglementée en tant qu'institution bancaire ou que société de fiducie par le gouvernement, un organisme public ou une subdivision politique de ce pays;

iii) elle possède, d'après ses derniers états financiers audités, des capitaux propres d'au moins 100 000 000 \$;

b) un membre du groupe d'une entité visée au paragraphe *a*, *b* ou *c* de la définition de l'expression « dépositaire canadien », ou au paragraphe *a* de la présente définition, pourvu que l'une des conditions suivantes soit remplie :

i) ce membre du groupe possède, d'après ses derniers états financiers audités, des capitaux propres d'au moins 100 000 000 \$;

ii) cette entité a assumé la responsabilité de toutes les obligations de garde de ce membre du groupe concernant les fonds et titres détenus par celui-ci pour un client ou un fonds d'investissement;

« « dépositaire qualifié » : un dépositaire canadien ou un dépositaire étranger; ».

2. L'article 1.2 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« 1.2. Interprétation de « titre » en Alberta, en Colombie-Britannique, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse et en Saskatchewan

1) Sous réserve des articles 8.2 et 8.26, en Colombie-Britannique, l'expression « titre » s'entend également d'un « contrat négociable », à moins que le contexte n'exige un sens différent.

2) Sous réserve des articles 8.2 et 8.26, en Alberta, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse et en Saskatchewan, l'expression « titre » s'entend également d'un « dérivé », à moins que le contexte n'exige un sens différent. ».

3. L'article 1.2 de ce règlement, dans sa version modifiée à l'article 2 du présent règlement, est modifié par le remplacement, dans les paragraphes 1 et 2, de « 8.2 et 8.26 » par « 8.2, 8.26 et 14.5.1 ».

4. L'article 3.16 de ce règlement est modifié :

1° par le remplacement, dans les paragraphes 1 et 1.1, des mots « d'un membre de l'OCRCVM » par les mots « d'un courtier en placement qui est membre de l'OCRCVM »;

2° par le remplacement, dans les paragraphes 2 et 2.1, des mots « d'un membre de l'ACFM » par les mots « d'un courtier en épargne collective qui est membre de l'ACFM ».

5. L'article 7.1 de ce règlement est modifié :

1° dans le sous-paragraphe *d* du paragraphe 2 :

a) par la suppression, dans la disposition *i*, de « , qu'un prospectus ait été déposé ou non relativement au placement »;

b) par le remplacement de la disposition *ii* par la suivante :

« *ii*) agir à titre de courtier en effectuant des opérations sur des titres si les conditions suivantes sont réunies :

A) les opérations ne constituent pas un placement;

B) le vendeur serait admissible à une dispense de l'obligation de prospectus si les opérations constituaient un placement;

C) la catégorie de titres n'est pas inscrite à la cote d'un marché, ou cotée ou négociée sur un tel marché; »;

2° par l'abrogation du paragraphe 5.

6. L'article 8.6 de ce règlement est modifié, dans le paragraphe 1 :

1° par le remplacement, dans le texte anglais de ce qui précède le sous-paragraphe *a*, des mots « both of the following apply » par les mots « all of the following apply »;

2° par le remplacement du sous-paragraphe *a* par le suivant :

« *a*) le conseiller ou un membre du même groupe que lui agit à titre de conseiller du fonds; »;

3° par l'insertion, après le sous-paragraphe *a*, du suivant :

« *a.1*) le conseiller ou un membre du même groupe que lui agit à titre de gestionnaire de fonds d'investissement du fonds; ».

7. L'article 8.12 de ce règlement est modifié par l'insertion, dans le paragraphe 3 et après les mots « au Manitoba, », des mots « au Nouveau-Brunswick, ».

8. L'article 8.18 de ce règlement est modifié par le remplacement du sous-paragraphe *b* du paragraphe 2 par le suivant :

« *b*) une opération visée avec un client autorisé sur un titre de créance qui remplit l'une des conditions suivantes :

i) il est libellé dans une monnaie autre que le dollar canadien;

ii) il est ou était offert à l'origine principalement dans un territoire étranger et sans qu'un prospectus ait été déposé auprès d'une autorité canadienne en valeurs mobilières en vue du placement; ».

9. L'article 8.24 de ce règlement est modifié par l'insertion, après les mots « courtier inscrit », des mots « qui est un courtier en placement ».

10. L'article 8.26 de ce règlement est modifié par le remplacement du paragraphe 3 par le suivant :

« 3) L'obligation d'inscription à titre de conseiller ne s'applique pas à la personne qui remplit l'une des conditions suivantes :

a) elle fournit des conseils sur un titre étranger à un client autorisé qui n'est pas inscrit en vertu de la législation en valeurs mobilières d'un territoire du Canada à titre de conseiller ou de courtier;

b) elle fournit des conseils sur un titre qui n'est pas un titre étranger, mais à titre accessoire par rapport aux conseils visés au paragraphe *a.* ».

11. L'article 9.3 de ce règlement est modifié :

1^o dans le paragraphe 1 :

a) par le remplacement de ce qui précède le sous-paragraphe *a* par ce qui suit :

« 1) Sauf s'il est inscrit également à titre de gestionnaire de fonds d'investissement, le courtier en placement qui est membre de l'OCRCVM est dispensé de l'application des dispositions suivantes : »;

b) par le remplacement du sous-paragraphe *m* par le suivant :

« *m)* les paragraphes 2 à 6 de l'article 14.2; »;

c) par l'insertion, après le paragraphe *m*, du suivant :

« *m.1)* l'article 14.2.1; »;

d) par l'insertion, après le sous-paragraphe *m.1*, des suivants :

« *m.2)* l'article 14.5.2;

« *m.3)* l'article 14.5.3; »;

e) par l'insertion, après le sous-paragraphe *n*, des suivants :

« *n.1)* l'article 14.6.1;

« *n.2)* l'article 14.6.2; »;

f) par la suppression des sous-paragraphes *o* et *p*;

g) par l'insertion, après le sous-paragraphe *p*, du suivant :

« *p.1)* l'article 14.11.1; »;

- h)* par l'addition, après le sous-paragraphe *q*, des suivants :
- « *r*) l'article 14.14;
 - « *s*) l'article 14.14.1;
 - « *t*) l'article 14.14.2;
 - « *u*) l'article 14.17;
 - « *v*) l'article 14.18;
 - « *w*) l'article 14.19;
 - « *x*) l'article 14.20. »;
- 2° par le remplacement, dans le paragraphe 1.1, de « *a* à *q* » par « *a* à *x* »;
- 3° dans le paragraphe 2 :
- a)* par le remplacement, dans ce qui précède le sous-paragraphe *a*, des mots « la société inscrite membre de l'OCRCVM qui est inscrite à titre de gestionnaire de fonds d'investissement est dispensée » par les mots « le courtier en placement membre de l'OCRCVM qui est inscrit à titre de gestionnaire de fonds d'investissement est dispensé »;
- b)* par le remplacement du sous-paragraphe *i* par le suivant :
- « *i*) les paragraphes 2 à 6 de l'article 14.2; »;
- c)* par l'insertion, après le sous-paragraphe *i*, du suivant :
- « *i.1*) l'article 14.2.1; »;
- d)* par l'insertion, après le sous-paragraphe *i.1* des suivants :
- « *i.2*) l'article 14.5.2;
 - « *i.3*) l'article 14.5.3; »;
- e)* par l'insertion, après le sous-paragraphe *j*, des suivants :
- « *j.1*) l'article 14.6.1;
 - « *j.2*) l'article 14.6.2; »;
- f)* par la suppression des sous-paragraphes *k* et *l*;
- g)* par l'insertion, après le sous-paragraphe *l*, du suivant :
- « *l.1*) l'article 14.11.1; »;

h) par l'addition, après le sous-paragraphe *m*, des suivants :

« *n*) l'article 14.17;

« *o*) l'article 14.18;

« *p*) l'article 14.19;

« *q*) l'article 14.20. »;

4^o par le remplacement, dans le paragraphe 2.1, de « *a* à *m* » par « *a* à *q* ».

12. L'article 9.4 de ce règlement est modifié :

1^o dans le paragraphe 1 :

a) par le remplacement de ce qui précède le sous-paragraphe *a* par ce qui suit :

« 1) Sauf s'il est inscrit également à titre de courtier sur le marché dispensé, de courtier en plans de bourses d'études ou de gestionnaire de fonds d'investissement, le courtier en épargne collective qui est membre de l'ACFM est dispensé de l'application des dispositions suivantes : »;

b) par le remplacement du sous-paragraphe *m* par le suivant :

« *m*) les paragraphes 2, 3 et 5.1 de l'article 14.2; »;

c) par l'insertion, après le sous-paragraphe *m*, du suivant :

« *m.1*) l'article 14.2.1; »;

d) par l'insertion, après le sous-paragraphe *m.1*, des suivants :

« *m.2*) l'article 14.5.2;

« *m.3*) l'article 14.5.3; »;

e) par l'insertion, après le sous-paragraphe *n*, des suivants :

« *n.1*) l'article 14.6.1;

« *n.2*) l'article 14.6.2; »;

f) par la suppression des sous-paragraphe *o* et *p*;

g) par l'insertion, après le sous-paragraphe *p*, du suivant :

« *p.1*) l'article 14.11.1; »;

- h)* par l'insertion, après le sous-paragraphe *q*, des suivants :
 - « *r*) l'article 14.14;
 - « *s*) l'article 14.14.1;
 - « *t*) l'article 14.14.2;
 - « *u*) l'article 14.17;
 - « *v*) l'article 14.18;
 - « *w*) l'article 14.19;
 - « *x*) l'article 14.20. »;
- 2° par le remplacement, dans le paragraphe 1.1, de « *a* à *q* » par « *a* à *x* »;
- 3° dans le paragraphe 2 :
 - a)* par le remplacement, dans ce qui précède le sous-paragraphe *a*, des mots « La société inscrite membre de l'ACFM » par les mots « La société inscrite qui est un courtier en épargne collective membre de l'ACFM et »;
 - b)* par le remplacement du paragraphe *g* par le suivant :
 - « *g*) les paragraphes 2, 3 et 5.1 de l'article 14.2; »;
 - c)* par l'insertion, après le sous-paragraphe *g*, du suivant :
 - « *g.1*) l'article 14.2.1; »;
 - d)* par l'insertion, après le sous-paragraphe *g.1*, des suivants :
 - « *g.2*) l'article 14.5.2;
 - « *g.3*) l'article 14.5.3; »;
 - e)* par l'insertion, après le sous-paragraphe *h*, des suivants :
 - « *h.1*) l'article 14.6.1;
 - « *h.2*) l'article 14.6.2; »;
 - f)* par la suppression des sous-paragraphes *i* et *j*;
 - g)* par l'insertion, après le sous-paragraphe *j*, du suivant :
 - « *j.1*) l'article 14.11.1; »;

h) par l'addition, après le sous-paragraphe *k*, des suivants :

« *l)* l'article 14.17;

« *m)* l'article 14.18;

« *n)* l'article 14.19;

« *o)* l'article 14.20. »;

4^o par le remplacement, dans le paragraphe 2.1, de « *a* à *k* » par « *a* à *o* »;

5^o par l'insertion, dans le paragraphe 4 et après « visées au paragraphe 1 », de « , à l'exception du sous-paragraphe *h*, ».

13. L'article 12.1 de ce règlement est modifié par le remplacement, dans ce qui précède le sous-paragraphe *a* du paragraphe 5, des mots « à la société inscrite membre de l'OCRCVM qui est inscrite » par les mots « au courtier en placement membre de l'OCRCVM qui est inscrit ».

14. L'article 12.12 est modifié :

1^o par le remplacement, dans ce qui précède le sous-paragraphe *a* du paragraphe 2.1, des mots « La société inscrite membre de l'ACFM », par les mots « La société inscrite qui est un courtier en épargne collective membre de l'ACFM et »;

2^o par l'addition, après le paragraphe 3, des suivants :

« 4) Malgré le sous-paragraphe *b* du paragraphe 1, au Québec, la société inscrite seulement dans ce territoire et uniquement dans la catégorie de courtier en épargne collective peut transmettre à l'autorité en valeurs mobilières, dans les 90 jours suivant la fin de son exercice, le Rapport bimestriel sur le capital liquide net prévu à l'Annexe 1 du Règlement sur le compte en fidéicomis et les assises financières du cabinet en valeurs mobilières, approuvé par le décret n^o 1123-99 du 29 septembre 1999 (1999, G.O. 2, 4972), tel qu'il se lisait le 27 septembre 2009, qui indique le calcul du capital liquide net de la société à la clôture de l'exercice et de l'exercice précédent, le cas échéant.

« 5) Malgré le sous-paragraphe *b* du paragraphe 2, au Québec, la société inscrite seulement dans ce territoire et uniquement dans la catégorie de courtier en épargne collective peut transmettre à l'autorité en valeurs mobilières, dans les 30 jours suivant la fin des première, deuxième et troisième périodes intermédiaires de son exercice, le Rapport bimestriel sur le capital liquide net prévu à l'Annexe 1 du Règlement sur le compte en fidéicomis et les assises financières du cabinet en valeurs mobilières, tel qu'il se lisait le 27 septembre 2009, qui indique le calcul du capital liquide net de la société à la clôture de la période intermédiaire et de la période intermédiaire précédente, le cas échéant. ».

15. L'article 12.14 de ce règlement est modifié :

1^o par le remplacement, dans ce qui précède le sous-paragraphe *a* du paragraphe 4, des mots « La société inscrite membre de l'OCRCVM » par les mots « La société inscrite qui est un courtier en placement membre de l'OCRCVM et »;

2^o par le remplacement, dans ce qui précède le sous-paragraphe *a* du paragraphe 5, des mots « La société inscrite membre de l'ACFM » par les mots « La société inscrite qui est un courtier en épargne collective membre de l'ACFM et ».

16. L'article 13.9 de ce règlement est modifié par le remplacement, dans l'intitulé, des mots « **des qualités** » par les mots « **de la qualification** » et par le remplacement des mots « les qualités requises » par les mots « la qualification requise ».

17. L'article 13.17 de ce règlement est modifié par l'addition, après le sous-paragraphe *f* du paragraphe 1, des suivants :

« *g*) l'article 14.14.1;

« *h*) l'article 14.14.2;

« *i*) l'article 14.17;

« *j*) l'article 14.18. ».

18. L'article 14.1 de ce règlement est modifié par le remplacement de « de l'article 14.1.1, de l'article 14.6, » par « des articles 14.1.1, 14.5.1, 14.5.2, 14.5.3, 14.6, 14.6.1 et 14.6.2, ».

19. L'article 14.1.1 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **14.1.1. Devoir d'information**

Le gestionnaire de fonds d'investissement inscrit fournit dans un délai raisonnable au courtier inscrit ou au conseiller inscrit dont un client est propriétaire de titres d'un fonds d'investissement l'information qu'ils lui demandent pour se conformer au sous-paragraphe *c* du paragraphe 1 de l'article 14.12, aux paragraphes 4 et 5 de l'article 14.14, au paragraphe 2 de l'article 14.14.1, au paragraphe 1 de l'article 14.14.2 et au sous-paragraphe *h* du paragraphe 1 de l'article 14.17. ».

20. L'article 14.2 de ce règlement est modifié, dans le paragraphe 2 :

1^o par l'insertion, dans ce qui précède le sous-paragraphe *a* et après les mots « l'information transmise », des mots « au client »;

2^o par l'insertion, après le sous-paragraphe *a*, des suivants :

« a.1) dans le cas d'une société inscrite qui détient les actifs de clients, ou qui donne instruction du choix du dépositaire ou prend des dispositions à cet égard, l'indication du lieu et une description générale du mode de détention des actifs, ainsi qu'une description des risques et avantages que le lieu et le mode de détention comportent pour le client;

« a.2) dans le cas d'une société inscrite qui a accès aux actifs de clients, les éléments suivants :

i) l'indication du lieu et une description générale du mode de détention des actifs, ainsi qu'une description des risques et avantages que le lieu et le mode de détention comportent pour le client;

ii) une description de la façon dont elle peut y avoir accès, ainsi qu'une description des risques et avantages que le mode d'accès comporte pour le client; ».

21. Ce règlement est modifié par le remplacement de l'intitulé de la section 3 de la partie 14 par le suivant :

« **SECTION 3 Actifs des clients et des fonds d'investissement** ».

22. Ce règlement est modifié par l'insertion, avant l'article 14.6, des suivants :

« **14.5.1. Définition de « titre » en Alberta, en Colombie-Britannique, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse et en Saskatchewan**

Malgré l'article 1.2, dans la présente section, un « titre » ne s'entend pas d'un « contrat négociable » en Alberta, en Colombie-Britannique, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse et en Saskatchewan.

« **14.5.2. Restriction en matière de garde autonome et obligation de garde par un dépositaire qualifié**

1) La société inscrite ne peut être dépositaire ou sous-dépositaire d'un client ou d'un fonds d'investissement à l'égard des fonds ou des titres de celui-ci que si les conditions suivantes sont remplies :

a) elle est un « dépositaire canadien » en vertu du paragraphe a, b ou d de la définition de cette expression;

b) elle a instauré et maintient un système de contrôles et de supervision qu'une personne raisonnable jugerait adéquat pour gérer les risques liés à la garde des fonds ou des titres pour le client ou le fonds d'investissement.

2) La société inscrite veille à ce que la garde soit confiée à un dépositaire canadien dans les cas suivants :

a) elle donne instruction du choix du dépositaire ou prend des dispositions à cet égard;

b) elle détient les fonds ou les titres du client ou du fonds d'investissement ou y a accès.

3) Malgré l'obligation de recourir à un dépositaire canadien en vertu du paragraphe 2, la garde peut être confiée à un dépositaire étranger si, selon une personne raisonnable ayant pris en compte tous les éléments pertinents, dont la nature de la réglementation à laquelle il est assujéti et la suffisance de ses capitaux propres, cela serait plus avantageux pour le client ou le fonds d'investissement que de recourir à un dépositaire canadien.

4) Malgré l'obligation de recourir à un dépositaire canadien en vertu du paragraphe 2, la garde des fonds peut être confiée à une institution financière canadienne.

5) Pour l'application des paragraphes 2 et 3, la société inscrite s'assure de l'indépendance opérationnelle de l'institution financière canadienne à son égard, sauf si les conditions suivantes sont remplies :

a) le dépositaire qualifié est un « dépositaire canadien » en vertu du paragraphe *a*, *b* ou *d* de la définition de cette expression;

b) la société inscrite s'assure que le dépositaire qualifié a instauré et maintient un système de contrôles et de supervision qu'une personne raisonnable jugerait adéquat pour gérer les risques liés à la garde des fonds ou des titres pour le client ou le fonds d'investissement.

6) Pour l'application du paragraphe 4, la société inscrite s'assure de l'indépendance opérationnelle de l'institution financière canadienne à son égard.

7) Le présent article ne s'applique pas à la société inscrite à l'égard de ce qui suit :

a) le fonds d'investissement qui est assujéti au Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement (chapitre V-1.1, r. 39);

b) le fonds d'investissement qui est assujéti au Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus (chapitre V-1.1, r. 14);

c) les titres qui sont inscrits dans les registres de l'émetteur des titres ou de son agent des transferts seulement au nom du client ou du fonds d'investissement;

d) les fonds ou les titres du client autorisé qui remplit les conditions suivantes :

i) il n'est pas une personne physique ni un fonds d'investissement;

ii) il a reconnu, par écrit, savoir que les obligations du présent article qui s'appliqueraient normalement à la société inscrite ne s'appliquent pas;

e) les sûretés de client visées par des obligations de garde prévues par le Règlement 94-102 sur la compensation des dérivés et la protection des sûretés et des positions des clients (chapitre I-14.01, r. 0.001);

f) le titre attestant une créance garantie par une hypothèque inscrite ou publiée contre le titre immobilier qui remplit l'une des conditions suivantes :

i) elle est inscrite ou publiée au nom du client ou du fonds d'investissement à titre de créancier hypothécaire;

ii) dans le cas d'une créance hypothécaire syndiquée, elle est inscrite ou publiée au nom de l'une des personnes suivantes à titre de créancier hypothécaire :

A) une personne qui est inscrite ou titulaire d'un permis en vertu d'une loi relative au courtage hypothécaire ou aux administrateurs d'hypothèques d'un territoire du Canada, si l'hypothèque est détenue en fiducie pour le client ou le fonds d'investissement, selon le cas;

B) chaque investisseur qui est un créancier hypothécaire de l'hypothèque.

« 14.5.3. Fonds et titres détenus par un dépositaire qualifié

La société inscrite visée au paragraphe 2, 3 ou 4 de l'article 14.5.2 prend des mesures raisonnables pour que les fonds et les titres du client ou du fonds d'investissement remplissent l'une des conditions suivantes :

a) à l'exception de ce qui est prévu aux paragraphes *b* et *c*, ils sont détenus par le dépositaire qualifié ou, dans le cas des fonds, par l'institution financière canadienne, et sont inscrits dans ses registres sous un numéro de compte ou une autre désignation qui montre de façon suffisante qu'ils sont la propriété véritable du client ou du fonds d'investissement;

b) dans le cas de fonds détenus dans un compte ouvert au nom de la société inscrite, ils sont détenus séparément de ses propres biens, par le dépositaire qualifié, ou l'institution financière canadienne, dans un compte en fiducie désigné pour le client ou le fonds d'investissement;

c) dans le cas de fonds ou de titres détenus à des fins de négociation en bloc qui sont transférés dans le compte du client ou du fonds d'investissement par son dépositaire qualifié ou, dans le cas des fonds, par l'institution financière canadienne dès que possible après une opération, ils sont détenus en fiducie pour le client ou le fonds d'investissement au nom de la société inscrite. ».

23. L'article 14.6 de ce règlement est remplacé par les suivants :

« 14.6. Garde en fiducie des actifs des clients et des fonds d'investissement par la société inscrite

1) La société inscrite qui détient des actifs d'un client ou d'un fonds d'investissement autres que des fonds ou des titres, ou qui détient des fonds et des titres d'un client ou d'un fonds d'investissement conformément à l'article 14.5.2, prend les mesures suivantes :

- a) elle les détient séparément de ses propres biens;
- b) elle les détient en fiducie pour le client ou le fonds d'investissement;
- c) dans le cas des fonds, elle les détient dans un compte en fiducie désigné auprès d'un dépositaire canadien ou d'une institution financière canadienne.

2) Malgré le sous-paragraphe *c* du paragraphe 1, la garde des fonds du client ou du fonds d'investissement peut être confiée à un dépositaire étranger si, selon une personne raisonnable ayant pris en compte tous les éléments pertinents, dont la nature de la réglementation à laquelle il est assujéti et la suffisance de ses capitaux propres, cela serait plus avantageux pour le client ou le fonds d'investissement que de recourir à un dépositaire canadien ou à une institution financière canadienne.

« 14.6.1. Dispositions sur la garde concernant certaines marges ou sûretés

1) Dans le présent article, les expressions « contrat à terme standardisé », « dérivé visé », « marché à terme », « option négociable » et « option sur contrat à terme » s'entendent au sens de l'article 1.1 du Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement (chapitre V-1.1, r. 39).

2) Le paragraphe 2 de l'article 14.5.2 ne s'applique pas à la société inscrite dont le client ou le fonds d'investissement a déposé des fonds ou des titres auprès d'un courtier à titre de marge pour les opérations à l'extérieur du Canada sur des options négociables, des options sur contrats à terme ou des contrats à terme standardisés lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- a) dans le cas de contrats à terme standardisés ou d'options sur contrats à terme, le courtier est membre d'un marché à terme ou, dans le cas d'options négociables, il est membre d'une bourse, si bien que, dans chaque cas, il est soumis à une inspection réglementaire;

- b) d'après ses derniers états financiers audités, le courtier a une valeur nette supérieure à 50 000 000 \$;

- c) selon une personne raisonnable, il serait plus avantageux pour le client ou le fonds d'investissement de recourir à ce courtier plutôt qu'à un dépositaire canadien.

3) Le paragraphe 2 de l'article 14.5.2 ne s'applique pas à la société inscrite dont le client ou le fonds d'investissement a déposé auprès d'une contrepartie des fonds ou des titres sur lesquels il a créé une sûreté dans le cadre d'une opération portant sur des dérivés visés.

4) La société inscrite prend des mesures raisonnables pour que tout contrat en vertu duquel les fonds ou les titres du client ou du fonds d'investissement sont déposés conformément au paragraphe 2 ou 3 prévoit que la personne détenant les fonds ou les titres veille à faire les inscriptions voulues dans ses registres pour montrer que ces fonds ou titres sont la propriété véritable du client ou du fonds d'investissement.

« 14.6.2. Dispositions sur la garde dans le cas de ventes à découvert

Le paragraphe 2 de l'article 14.5.2 ne s'applique pas à la société inscrite dont le client ou le fonds d'investissement a déposé, à l'égard d'une vente de titres à découvert, des fonds ou des titres à titre de sûreté auprès d'un courtier à l'extérieur du Canada lorsque les conditions suivantes sont réunies :

a) le courtier est membre d'une bourse et soumis à une inspection réglementaire;

b) d'après ses derniers états financiers audités, le courtier a une valeur nette supérieure à 50 000 000 \$;

c) selon une personne raisonnable, il serait plus avantageux pour le client ou le fonds d'investissement de recourir à ce courtier plutôt qu'à un dépositaire canadien. ».

24. Les articles 14.7 à 14.9 de ce règlement sont abrogés.

25. L'article 14.11.1 de ce règlement est modifié :

1^o par le remplacement, dans la disposition *i* du sous-paragraphe *b* du paragraphe 1, des mots « position en compte » par les mots « position acheteur » et des mots « position à découvert » par les mots « position vendeur »;

2^o par le remplacement du paragraphe 3 par le suivant :

« 3) La société inscrite qui estime raisonnablement ne pas être en mesure d'établir la valeur marchande d'un titre conformément au paragraphe 1 indique dans le relevé transmis conformément à l'article 14.14, 14.14.1, 14.14.2, 14.15 ou 14.16 que la valeur ne peut être établie et l'exclut de la valeur marchande totale visée au sous-paragraphe *e* du paragraphe 5 de l'article 14.14, au sous-paragraphe *e* du paragraphe 2 de l'article 14.14.1 et au sous-paragraphe *c* du paragraphe 5 de l'article 14.14.2. ».

26. L'article 14.12 de ce règlement est modifié par l'addition, après le paragraphe 6, du suivant :

« 7) À Terre-Neuve-et-Labrador, en Ontario et en Saskatchewan, le courtier inscrit qui se conforme aux obligations prévues au présent article relativement à l'achat ou à la vente de titres n'est pas assujéti au paragraphe 1, 2 ou 3 de l'article 37 de *Securities Act* (R.S.N.L. 1990, c. S-13) de Terre-Neuve-et-Labrador, au paragraphe 1 de l'article 36 de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.O., 1990, c. S.5) de l'Ontario ni au paragraphe 1 de l'article 42 du *The Securities Act, 1988* (S.S. 1988-89, c. S-42.2) de la Saskatchewan. ».

27. L'article 14.14 de ce règlement est modifié :

1^o par l'insertion, dans le sous-paragraphe *d* du paragraphe 4 et après les mots « de titres », des mots « souscrits ou acquis, vendus ou transférés »;

2^o par le remplacement, dans le sous-paragraphe *f* du paragraphe 5, des mots « couvert par un » par les mots « admissible à la protection d'un ».

28. L'article 14.14.1 de ce règlement est modifié :

1^o par le remplacement des sous-paragraphes *f* et *g* du paragraphe 2 par les suivants :

« *f*) l'information au sujet de la personne qui détient ou contrôle chaque titre ainsi qu'une description du mode de détention;

« *g*) le cas échéant, le fait que les titres ou le compte sont admissibles à la protection d'un fonds de protection des investisseurs approuvé ou reconnu par l'autorité en valeurs mobilières; »;

2^o par l'insertion, après le paragraphe 2, du suivant :

« 2.1) Le sous-paragraphe *g* du paragraphe 2 ne s'applique pas si la partie visée au sous-paragraphe *f* de ce paragraphe est tenue en vertu de l'article 14.14, ou d'une disposition de l'OCRCVM ou de l'ACFM, de transmettre au client le relevé relatif aux titres ou au compte prévu au paragraphe 1 du présent article. ».

29. L'article 14.14.2 de ce règlement est modifié :

1^o par le remplacement, dans l'intitulé, du mot « **positions** », par le mot « **positions-titres** »;

2^o par le remplacement des sous-paragraphes *a* et *b* du paragraphe 2 par les suivants :

« *a*) pour chaque position indiquée dans le relevé ouverte à compter du 15 juillet 2015, présentée soit selon le coût moyen par part ou par action, soit de façon globale :

i) le coût de la position, établi à la fin de la période pour laquelle l'information visée au paragraphe 5 de l'article 14.14 ou au paragraphe 2 de l'article 14.14.1 est fournie;

ii) si la position a été transférée d'une autre société inscrite, l'information prévue à la disposition *i* ou la valeur marchande de la position à la date du transfert;

« *b*) pour chaque position indiquée dans le relevé ouverte avant le 15 juillet 2015, présentée soit selon le coût moyen par part ou par action, soit de façon globale :

i) le coût de la position, établi à la fin de la période pour laquelle l'information visée au paragraphe 5 de l'article 14.14 ou au paragraphe 2 de l'article 14.14.1 est fournie;

ii) la valeur marchande de la position à l'une des dates suivantes :

A) le 31 décembre 2015;

B) une date antérieure au 31 décembre 2015 si la société inscrite estime raisonnablement qu'elle dispose, à l'égard du compte du client, d'information enregistrée exacte sur le coût historique des positions, et que cette information à la date antérieure ne serait pas trompeuse pour le client; »;

3^o par l'insertion, après le paragraphe 2, du suivant :

« 2.1) La société inscrite qui déclare une ou plusieurs positions d'un client selon la valeur marchande calculée à la date visée à la disposition *ii* du sous-paragraphe *a* ou *b* du paragraphe 2 précise dans le relevé qu'il fournit la valeur marchande de la position à la date pertinente plutôt que son coût. ».

30. L'article 14.18 de ce règlement est modifié par le remplacement du paragraphe 6 par le suivant :

« 6) Malgré le paragraphe 1, la société inscrite n'est pas tenue de transmettre de rapport au client pour la période de 12 mois visée à ce paragraphe si elle estime raisonnablement que l'une des situations suivantes se présente :

a) ni l'information prévue au paragraphe 5 de l'article 14.14 ni celle prévue au paragraphe 1 de l'article 14.14.1 n'est à fournir à l'égard des titres du client;

b) il n'est pas possible d'établir la valeur marchande des titres à l'égard desquels l'information prévue au paragraphe 5 de l'article 14.14 ou au paragraphe 1 de l'article 14.14.1 est à fournir. ».

31. L'article 14.19 de ce règlement est modifié :

1^o dans le paragraphe 1 :

a) par le remplacement du sous-paragraphe *d* par le suivant :

« *d)* les valeurs marchandes établies en vertu du paragraphe 1.1; »;

b) par la suppression du sous-paragraphe *e*;

c) par le remplacement, dans le sous-paragraphe *g*, de « sous-paragraphe *h* » par « paragraphe 1.2 »;

d) par la suppression du sous-paragraphe *h*;

2^o par l'insertion, après le paragraphe 1, des suivants :

« 1.1) Pour l'application du sous-paragraphe *d* du paragraphe 1, le rapport sur le rendement des placements comprend les renseignements suivants, selon le cas :

a) si le compte du client a été ouvert le 15 juillet 2015 ou après cette date, la valeur marchande des dépôts et transferts de fonds et de titres dans le compte et celle des retraits et transferts de fonds et de titres du compte depuis l'ouverture;

b) si le compte du client a été ouvert avant le 15 juillet 2015 et que la société n'a pas transmis de rapport sur le rendement des placements pour la période de 12 mois se terminant le 31 décembre 2016, les chiffres suivants :

i) la valeur marchande des fonds et des titres dans le compte à l'une des dates suivantes :

A) le 15 juillet 2015;

B) une date antérieure au 15 juillet 2015 si la société inscrite estime raisonnablement qu'elle dispose, à l'égard du compte du client, d'information enregistrée exacte sur le coût historique des positions, et que cette information à la date antérieure ne serait pas trompeuse pour le client;

ii) la valeur marchande des dépôts et transferts de fonds et de titres dans le compte et celle des retraits et transferts de fonds et de titres du compte depuis la date visée à la sous-disposition A ou B de la disposition *i*, selon le cas;

c) si le compte du client a été ouvert avant le 15 juillet 2015 et que la société a transmis le rapport sur le rendement des placements pour la période de 12 mois se terminant le 31 décembre 2016, les chiffres suivants :

i) la valeur marchande des fonds et des titres dans le compte à l'une des dates suivantes :

A) le 1^{er} janvier 2016;

B) une date antérieure au 1^{er} janvier 2016 si la société inscrite estime raisonnablement qu'elle dispose, à l'égard du compte du client, d'information enregistrée exacte sur le coût historique des positions, et que cette information à la date antérieure ne serait pas trompeuse pour le client;

ii) la valeur marchande des dépôts et transferts de fonds et de titres dans le compte et celle des retraits et transferts de fonds et de titres du compte depuis la date visée à la sous-disposition A ou B de la disposition *i*, selon le cas.

« 1.2) Le sous-paragraphe *g* du paragraphe 1 ne s'applique pas si le compte du client a été ouvert avant le 15 juillet 2015 et que la société inscrite inclut dans le rapport sur le rendement des placements la variation cumulative de la valeur marchande du compte, établie selon la formule suivante, au lieu de celle prévue au sous-paragraphe *g* :

A – G – H + I

où

A = la valeur marchande des fonds et des titres dans le compte à la fin de la période de 12 mois couverte par le rapport;

G = la valeur marchande des fonds et des titres du compte établie comme suit :

a) si la société n'a pas transmis de rapport sur le rendement des placements pour la période de 12 mois se terminant le 31 décembre 2016, la valeur marchande des fonds et des titres dans le compte du client à l'une des dates suivantes :

i) le 15 juillet 2015;

ii) une date antérieure au 15 juillet 2015 si la société inscrite estime raisonnablement qu'elle dispose, à l'égard du compte du client, d'information enregistrée exacte sur le coût historique des positions, et que cette information à la date antérieure ne serait pas trompeuse pour le client;

b) si la société a transmis le rapport sur le rendement des placements pour la période de 12 mois se terminant le 31 décembre 2016, la valeur marchande des fonds et des titres dans le compte du client à l'une des dates suivantes :

i) le 1^{er} janvier 2016;

ii) une date antérieure au 1^{er} janvier 2016 si la société inscrite estime raisonnablement qu'elle dispose, à l'égard du compte du client, d'information enregistrée exacte sur le coût historique des positions, et que cette information à la date antérieure ne serait pas trompeuse pour le client;

H = la valeur marchande des dépôts et transferts de fonds et de titres dans le compte depuis la date utilisée pour l'application de la définition de « G »;

I = la valeur marchande des retraits et transferts de fonds et de titres du compte depuis la date utilisée pour l'application de la définition de « G ». »;

3° dans le paragraphe 2 :

a) par le remplacement du sous-paragraphe e par le suivant :

« e) sous réserve du paragraphe 3.1, la période commençant à l'ouverture du compte du client, s'il a été ouvert plus d'un an avant la date du rapport, ou la période commençant à l'une des dates suivantes, s'il a été ouvert avant le 15 juillet 2015 :

i) le 15 juillet 2015;

ii) une date antérieure au 15 juillet 2015 si la société inscrite estime raisonnablement qu'elle dispose, à l'égard du compte du client, d'information enregistrée exacte sur le taux de rendement total annualisé, et que cette information à la date antérieure ne serait pas trompeuse pour le client; »;

4^o par l'insertion, après le paragraphe 3, du suivant :

« 3.1) Le sous-paragraphe *e* du paragraphe 2 ne s'applique pas à la société inscrite qui a transmis le rapport sur le rendement des placements pour la période de 12 mois se terminant le 31 décembre 2016 si elle fournit, dans le rapport, l'information sur le taux de rendement total annualisé visé à ce sous-paragraphe pour la période commençant à l'une des dates suivantes :

a) le 1^{er} janvier 2016;

b) une date antérieure au 1^{er} janvier 2016 si la société inscrite estime raisonnablement qu'elle dispose, à l'égard du compte du client, d'information enregistrée exacte sur le taux de rendement total annualisé, et que cette information à la date antérieure ne serait pas trompeuse pour le client; ».

32. L'article 15.1 de ce règlement est modifié par l'insertion, dans le paragraphe 3 et après le mot « Sauf », des mots « en Alberta et ».

33. L'Annexe 31-103A1 de ce règlement est modifiée :

1^o par l'insertion, à la ligne 10 de la colonne du tableau intitulée « **Élément** » et après les mots « personnes inscrites », de « ou, au Québec, pour une société inscrite seulement dans ce territoire et uniquement dans la catégorie de courtier en épargne collective, moins la franchise de l'assurance responsabilité prévue à l'article 193 du Règlement sur les valeurs mobilières (chapitre V-1.1, r. 50) »;

2^o par le remplacement, dans les paragraphes *i* et *ii* des notes relatives à la ligne 12, des mots « positions à découvrir » par les mots « positions vendeur »;

3^o dans l'Appendice 1 :

a) par le remplacement, dans le sous-paragraphe *i* du paragraphe *a*, de « (pour autant que ces titres étrangers aient reçu la notation *Aaa* ou *AAA*, respectivement de Moody's Canada Inc. ou de Standard & Poor's Rating Services (Canada), ou, pour l'une ou l'autre, d'un membre du même groupe que l'agence de notation désignée) » par « (pourvu que ces titres étrangers aient reçu la notation *Aaa* ou *AAA*, ou la notation à court terme équivalente à l'une ou l'autre de ces notations, d'une agence de notation désignée ou d'un membre du même groupe que l'agence de notation désignée) »;

b) par le remplacement, dans le sous-paragraphe *i* du paragraphe *e*, des mots « Positions à découvrir » par les mots « Position vendeur ».

34. L'Annexe G de ce règlement est remplacée par la suivante :

**« ANNEXE G
DISPENSE DE CERTAINES OBLIGATIONS POUR LES MEMBRES DE
L'OCRCVM
(article 9.3)**

Disposition du règlement	Disposition de l'OCRCVM
Article 12.1 [<i>Obligations en matière de capital</i>]	1. Règle 17.1 des Règles des courtiers membres; 2. Formulaire 1
Article 12.2 [<i>Convention de subordination</i>]	1. Règle 5.2 des Règles des courtiers membres; 2. Règle 5.2A des Règles des courtiers membres
Article 12.3 [<i>Assurance – courtier</i>]	1. Règle 17.5 des Règles des courtiers membres; 2. Règle 400.2 des Règles des courtiers membres [<i>Police d'assurance des institutions financières</i>]; 3. Règle 400.4 des Règles des courtiers membres [<i>Montants exigés</i>]; 4. Règle 400.5 des Règles des courtiers membres [<i>Restrictions relatives aux articles 2, 3 et 4 de la présente Règle</i>]
Article 12.6 [<i>Cautionnement ou assurance global</i>]	1. Règle 400.7 des Règles des courtiers membres [<i>Polices d'assurance globale</i>]
Article 12.7 [<i>Modification, demande d'indemnité ou résiliation – avis à l'agent responsable ou à l'autorité en valeurs mobilières</i>]	1. Règle 17.6 des Règles des courtiers membres; 2. Règle 400.3 des Règles des courtiers membres [<i>Avis de résiliation</i>]; 3. Règle 400.3B des Règles des courtiers membres [<i>Résiliation ou annulation</i>]
Article 12.10 [<i>États financiers annuels</i>]	1. Règle 16.2 des Règles des courtiers membres [<i>Exigences relatives au dépôt de documents financiers des courtiers membres</i>]; 2. Formulaire 1
Article 12.11 [<i>Information financière intermédiaire</i>]	1. Règle 16.2 des Règles des courtiers membres [<i>Exigences relatives au dépôt de documents financiers des courtiers membres</i>]; 2. Formulaire 1
Article 12.12 [<i>Transmission de l'information financière – courtier</i>]	1. Règle 16.2 des Règles des courtiers membres [<i>Exigences relatives au dépôt de documents financiers des courtiers membres</i>];

<p>Paragraphe 3 de l'article 13.2 [<i>Connaissance du client</i>]</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Paragraphe (a) à (n) de la Règle 1300.1 des Règles des courtiers membres [<i>Identité et solvabilité</i>]; 2. Règle 1300.2 des Règles des courtiers membres; 3. Règle 2500 des Règles des courtiers membres, partie II [<i>Ouverture de comptes</i>]; 4. Règle 2700 des Règles des courtiers membres, partie II [<i>Documentation et approbation de nouveaux comptes</i>]; 5. Formulaire 2, <i>Formulaire d'ouverture de compte</i>
<p>Article 13.3 [<i>Convenance au client</i>]</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Règle 1300.1(o) des Règles des courtiers membres [<i>Conduite professionnelle</i>]; 2. Règle 1300.1(p) des Règles des courtiers membres [<i>Obligation d'évaluer la convenance de l'ordre à son acceptation</i>]; 3. Règle 1300.1(q) des Règles des courtiers membres [<i>Obligation d'évaluer la convenance d'une recommandation</i>]; 4. Règle 1300.1(r) des Règles des courtiers membres [<i>Obligation d'évaluer la convenance de positions sur titres dans un compte dans certains cas précis</i>]; 5. Règle 1300.1(s) des Règles des courtiers membres [<i>Convenance des placements dans les comptes de clients</i>]; 6. Paragraphes t à v de la Règle 1300.1 des Règles des courtiers membres [<i>Dispense de l'obligation d'évaluation de la convenance</i>]; 7. Règle 1300.1(w) des Règles des courtiers membres [<i>Approbation de la Société</i>]; 8. Règle 2700 des Règles des courtiers membres, partie I [<i>Convenance au client</i>]; 9. Règle 3200 des Règles des courtiers membres [<i>Obligations minimales des courtiers membres souhaitant obtenir l'approbation en vertu de l'alinéa 1(t) de la Règle 1300 pour offrir le service d'exécution d'ordres sans conseils</i>]
<p>Article 13.12 [<i>Restriction en matière de prêts aux clients</i>]</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Règle 17.11 des Règles des courtiers membres; 2. Règle 100 des Règles des courtiers membres [<i>Couverture prescrite</i>]
<p>Article 13.13 [<i>Mise en garde concernant le recours à un emprunt</i>]</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Règle 29.26 des Règles des courtiers membres
<p>Article 13.15 [<i>Traitement des plaintes</i>]</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Règle 2500 des Règles des courtiers membres, partie VIII [<i>Plaintes de clients</i>]; 2. Règle 2500B des Règles des courtiers membres [<i>Traitement des plaintes de clients</i>]
<p>Paragraphe 2 de l'article 14.2 [<i>Information sur la relation</i>]</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Règle 3500.5 des Règles des courtiers membres [<i>Contenu du document d'information sur la relation avec les clients</i>]

Paragraphe 3 de l'article 14.2 [<i>Information sur la relation</i>]	1. Règle 3500.4 des Règles des courtiers membres [<i>Mode de présentation de l'information sur la relation avec les clients</i>]
Paragraphe 4 de l'article 14.2 [<i>Information sur la relation</i>]	1. Règle 3500.1 des Règles des courtiers membres [<i>Objectif des obligations d'information sur la relation avec les clients</i>]
Paragraphe 5.1 de l'article 14.2 [<i>Information sur la relation</i>]	1. Règle 29.8 des Règles des courtiers membres
Paragraphe 6 de l'article 14.2 [<i>Information sur la relation</i>]	1. Règle 3500.1 des Règles des courtiers membres [<i>Objectif des obligations d'information sur la relation avec les clients</i>]
Article 14.2.1 [<i>Information à fournir sur les frais avant d'effectuer des opérations</i>]	1. Règle 29.9 des Règles des courtiers membres
Article 14.6 [<i>Garde des actifs des clients en fiducie</i>]	1. Règle 17.3 des Règles des courtiers membres
Article 14.8 [<i>Titres faisant l'objet d'un contrat de garde</i>]	1. Règle 17.2A des Règles des courtiers membres 2. Règle 2600 des Règles des courtiers membres – Énoncé de principe 5 relatif au contrôle interne [<i>Garde des titres des clients</i>]
Article 14.9 [<i>Titres ne faisant pas l'objet d'un contrat de garde</i>]	1. Règle 17.3 des Règles des courtiers membres; 2. Règle 17.3A des Règles des courtiers membres; 3. Règle 200.1(c) des Règles des courtiers membres
Article 14.11.1. [<i>Établissement de la valeur marchande</i>]	1. Règle 200.1(h) des Règles des courtiers membres; 2. Définition (j) des Directives générales et définitions du Formulaire 1
Article 14.12 [<i>Contenu et transmission de l'avis d'exécution</i>]	1. Règle 200.2(l) des Règles des courtiers membres [<i>Avis d'exécution</i>]
Article 14.14 [<i>Relevés de compte</i>]	1. Règle 200.2(d) des Règles des courtiers membres [<i>Relevés de compte des clients</i>]; 2. Guide d'interprétation du paragraphe (d) de la Règle 200.2
Article 14.14.1 [<i>Relevés supplémentaires</i>]	1. Règle 200.2(e) des Règles des courtiers membres [<i>Rapport sur les positions de clients détenues dans des lieux externes</i>]; 2. Règle 200.4 des Règles des courtiers membres [<i>Délais à respecter pour la transmission des documents aux clients</i>]; 3. Guide d'interprétation du paragraphe (e) de la Règle 200.2

Article 14.14.2 <i>[Information sur le coût des positions-titres]</i>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Règle 200.1(b) des Règles des courtiers membres; 2. Règle 200.1(c) des Règles des courtiers membres; 3. Règle 200.1(d) des Règles des courtiers membres; 4. Règle 200.2(d)(ii)(F) et (H) des Règles des courtiers membres; 5. Règle 200.2(e)(ii)(C) et (E) des Règles des courtiers membres
Article 14.17 <i>[Rapport sur les frais et les autres formes de rémunération]</i>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Règle 200.2(g) des Règles des courtiers membres <i>[Rapport sur les honoraires et frais]</i>; 2. Guide d'interprétation du paragraphe (g) de la Règle 200.2
Article 14.18 <i>[Rapport sur le rendement des placements]</i>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Règle 200.2(f) des Règles des courtiers membres <i>[Rapport sur le rendement]</i>; 2. Guide d'interprétation du paragraphe (f) de la Règle 200.2
Article 14.19 <i>[Contenu du rapport sur le rendement des placements]</i> ;	<ol style="list-style-type: none"> 1. Règle 200.2(f) des Règles des courtiers membres <i>[Rapport sur le rendement]</i>; 2. Guide d'interprétation du paragraphe (f) de la Règle 200.2
Article 14.20 <i>[Transmission du rapport sur les frais et les autres formes de rémunération et du rapport sur le rendement des placements]</i>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Règle 200.4 des Règles des courtiers membres <i>[Délais à respecter pour la transmission des documents aux clients]</i>

».

35. L'Annexe G de ce règlement, dans sa version modifiée à l'article 34 du présent règlement, est modifiée par l'insertion, après la ligne relative à l'article 14.2.1, des suivantes :

«

Article 14.5.2 <i>[Restriction en matière de garde autonome et obligation de garde par un dépositaire qualifié]</i>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Règle 17.2A des Règles des courtiers membres; 2. Règles 17.3, 17.3A, 17.3B et 2000 des Règles des courtiers membres <i>[Obligation de séparation]</i>; 3. Règle 2600 des Règles des courtiers membres – Énoncé de principe 4 relatif au contrôle interne <i>[Séparation des titres des clients]</i>; 4. Règle 2600 des Règles des courtiers membres – Énoncé de principe 5 relatif au contrôle interne <i>[Garde des titres des clients]</i>; 5. Règle 2600 des Règles des courtiers membres – Énoncé de principe 6 relatif au contrôle interne <i>[Protection des titres et de l'argent]</i>; 6. Définition de « lieux agréés de dépôt de titres », Directives générales et définitions du Formulaire 1
---	--

Article 14.5.3 [<i>Fonds et titres détenus par un dépositaire qualifié</i>]	1. Règle 200 des Règles des courtiers membres [<i>Registres obligatoires</i>]
---	---

».

36. L'Annexe G de ce règlement, dans sa version modifiée à l'article 34 du présent règlement, est modifiée par le remplacement, dans la ligne relative à l'article 14.6, de « [*Garde des actifs des clients en fiducie*] » par « [*Garde en fiducie des actifs des clients et des fonds d'investissement par la société inscrite*] ».

37. L'Annexe G de ce règlement, dans sa version modifiée à l'article 34 du présent règlement, est modifiée par l'insertion, après la ligne relative à l'article 14.6, des suivantes :

«

Article 14.6.1 [<i>Dispositions sur la garde concernant certaines marges ou sûretés</i>]	<ol style="list-style-type: none"> 1. Règles 17.2, 17.2A, 17.3, 17.3A, 17.3B, 17.11 et 2000 des Règles des courtiers membres [<i>Obligations de séparation</i>]; 2. Règles 100 des Règles des courtiers membres [<i>Couverture prescrite</i>]; 3. Règle 2200 des Règles des courtiers membres [<i>Opérations de prêt d'argent et de titres</i>]; 4. Règle 2600 des Règles des courtiers membres – Énoncé de principe 4 relatif au contrôle interne [<i>Séparation des titres des clients</i>]; 5. Règle 2600 des Règles des courtiers membres – Énoncé de principe 5 relatif au contrôle interne [<i>Garde des titres des clients</i>]; 6. Règle 2600 des Règles des courtiers membres – Énoncé de principe 6 relatif au contrôle interne [<i>Protection des titres et de l'argent</i>]; 7. Définition de « contreparties agréées », d'« institutions agréées », de « lieux agréés de dépôt de titres » et de « entités réglementées », Directives générales et définitions du Formulaire 1
Article 14.6.2 [<i>Dispositions sur la garde dans le cas de ventes à découvert</i>]	<ol style="list-style-type: none"> 1. Règles 100 des Règles des courtiers membres [<i>Couverture prescrite</i>]; 2. Règlement 2200 des Règles des courtiers membres [<i>Opérations de prêt d'argent et de titres</i>]; 3. Règle 2600 des Règles des courtiers membres – Énoncé de principe 6 relatif au contrôle interne [<i>Protection des titres et de l'argent</i>]; 4. Définition de « contreparties agréées », d'« institutions agréées », de « lieux agréés de dépôt de titres » et de « entités réglementées », Directives générales et définitions du Formulaire 1

».

38. L'Annexe G de ce règlement, dans sa version modifiée à l'article 34 du présent règlement, est modifiée par la suppression des lignes relatives aux articles 14.8 et 14.9.

39. L'Annexe H de ce règlement est remplacée par la suivante :

**« ANNEXE H
DISPENSE DE CERTAINES OBLIGATIONS POUR LES MEMBRES DE
L'ACFM**

(article 9.4)

Disposition du règlement	Disposition de l'ACFM
Article 12.1 [<i>Obligations en matière de capital</i>]	1. Règle 3.1.1 [<i>Niveaux minimums</i>]; 2. Règle 3.1.2 [<i>Avis</i>]; 3. Règle 3.2.2 [<i>Capital du membre</i>]; 4. Formulaire 1; 5. Principe directeur n ^o 4 [<i>Énoncé de principe 2 relatif au contrôle interne de l'ACFM – Suffisance du capital</i>]
Article 12.2 [<i>Convention de subordination</i>]	1. Formulaire 1, État F [<i>État de l'évolution des emprunts subordonnés</i>]; 2. Trousse d'adhésion – Annexe I (Convention de subordination de prêt)
Article 12.3 [<i>Assurance – courtier</i>]	1. Règle 4.1 [<i>Police d'assurance des institutions financières</i>]; 2. Règle 4.4 [<i>Montants exigés</i>]; 3. Règle 4.5 [<i>Restrictions</i>]; 4. Règle 4.6 [<i>Assureurs autorisés</i>]; 5. Principe directeur n ^o 4 [<i>Énoncé de principe 3 relatif au contrôle interne de l'ACFM – Assurances</i>]
Article 12.6 [<i>Cautionnement ou assurance global</i>]	1. Règle 4.7 [<i>Polices d'assurance globale</i>]
Article 12.7 [<i>Modification, demande d'indemnité ou résiliation - avis à l'agent responsable ou à l'autorité en valeurs mobilières</i>]	1. Règle 4.2 [<i>Avis de résiliation</i>]; 2. Règle 4.3 [<i>Résiliation ou annulation</i>]
Article 12.10 [<i>États financiers annuels</i>]	1. Règle 3.5.1 [<i>Dépôts mensuels et annuels</i>]; 2. Règle 3.5.2 [<i>États financiers combinés</i>]; 3. Formulaire 1
Article 12.11 [<i>Information financière intermédiaire</i>]	1. Règle 3.5.1 [<i>Dépôts mensuels et annuels</i>]; 2. Règle 3.5.2 [<i>États financiers combinés</i>]; 3. Formulaire 1
Article 12.12 [<i>Transmission de l'information financière – courtier</i>]	1. Règle 3.5.1 [<i>Dépôts mensuels et annuels</i>]

Article 13.3 [<i>Convenance au client</i>]	1. Règle 2.2.1 [<i>Connaissance du client</i>]; 2. Principe directeur n ^o 2 [<i>Normes minimales de surveillance des comptes</i>]
Article 13.12 [<i>Restriction en matière de prêts aux clients</i>]	1. Règle 3.2.1 [<i>Prêts aux clients et marge</i>]; 2. Règle 3.2.3 [<i>Avance de fonds relativement au produit de rachat de titres d'organismes de placement collectif</i>]
Article 13.13 [<i>Mise en garde concernant le recours à un emprunt</i>]	1. Règle 2.6 [<i>Emprunt pour l'achat de titres</i>]
Article 13.15 [<i>Traitement des plaintes</i>]	1. Règle 2.11 [<i>Plaintes</i>]; 2. Principe directeur n ^o 3 [<i>Traitement des plaintes, enquêtes du personnel de supervision et discipline interne</i>]; 3. Principe directeur n ^o 6 [<i>Exigences en matière de déclaration de renseignements</i>]
Paragraphes 2, 3 et 5.1 de l'article 14.2 [<i>Information sur la relation</i>]	1. Règle 2.2.5 [<i>Information sur la relation</i>]; 2. Règle 2.4.3 [<i>Frais de fonctionnement</i>]
Article 14.2.1 [<i>Information à fournir sur les frais avant d'effectuer des opérations</i>]	1. Règle 2.4.4 [<i>Honoraires et frais d'opérations</i>];
Article 14.6 [<i>Garde des actifs des clients en fiducie</i>]	1. Règle 3.3.1 [<i>Généralités</i>]; 2. Règle 3.3.2 [<i>Espèces</i>]; 3. Principe directeur n ^o 4 [<i>Énoncé de principe 4 relatif au contrôle interne de l'ACFM – Liquidités et titres et Énoncé de principe 5 relatif au contrôle interne – Dépôt fiduciaire des titres des clients</i>]
Article 14.8 [<i>Titres faisant l'objet d'un contrat de garde</i>]	1. Règle 3.3.3 [<i>Titres</i>]; 2. Principe directeur n ^o 4 [<i>Énoncé de principe 4 relatif au contrôle interne de l'ACFM – Liquidités et titres et Énoncé de principe 5 relatif au contrôle interne – Dépôt fiduciaire des titres des clients</i>]
Article 14.9 [<i>Titres ne faisant pas l'objet d'un contrat de garde</i>]	1. Règle 3.3.3 [<i>Titres</i>]
Article 14.11.1 [<i>Établissement de la valeur marchande</i>]	1. Règle 5.3(1)(m) [<i>définition de « valeur de marché »</i>]; 2. Définitions du Formulaire 1 [<i>définition de « valeur de marché » d'un titre</i>]
Article 14.12 [<i>Contenu et transmission de l'avis d'exécution</i>]	1. Règle 5.4.1 [<i>Remise des avis d'exécution</i>]; 2. Règle 5.4.2 [<i>Plans automatiques</i>]; 3. Règle 5.4.3 [<i>Contenu</i>]
Article 14.14 [<i>Relevés de compte</i>]	1. Règle 5.3.1 [<i>Remise des relevés de compte</i>]; 2. Règle 5.3.2 [<i>Contenu du relevé de compte</i>]

Article 14.14.1 [Relevés supplémentaires]	1. Règle 5.3.1 [Remise des relevés de compte]; 2. Règle 5.3.2 [Contenu du relevé de compte]
Article 14.14.2 [Information sur le coût des positions-titres]	1. Règle 5.3(1)(d) [définition de « coût comptable »]; 2. Règle 5.3(1)(c) [définition de « coût »]; 3. Règle 5.3.2(c) [Contenu du relevé de compte – Information sur la valeur de marché et le coût]
Article 14.17 [Rapport sur les frais et les autres formes de rémunération]	1. Règle 5.3.3 [Rapport sur les frais et les autres formes de rémunération]
Article 14.18 [Rapport sur le rendement des placements]	1. Règle 5.3.4 [Rapport sur le rendement]; 2. Principe directeur n ^o 7 [Rapport sur le rendement]
Article 14.19 [Contenu du rapport sur le rendement des placements]	1. Règle 5.3.4 [Rapport sur le rendement]; 2. Principe directeur n ^o 7 [Rapport sur le rendement]
Article 14.20 [Transmission du rapport sur les frais et les autres formes de rémunération et du rapport sur le rendement des placements]	1. Règle 5.3.5 [Transmission du rapport sur les frais et les autres formes de rémunération et du rapport sur le rendement]

».

40. L'Annexe H de ce règlement, dans sa version modifiée à l'article 39 du présent règlement, est modifiée par l'insertion, après la ligne relative à l'article 14.2.1, des suivantes :

«

Article 14.5.2 [Restriction en matière de garde autonome et obligation de garde par un dépositaire qualifié]	1. Règle 3.3.1 [Généralités]; 2. Règle 3.3.2 [Espèces]; 3. Principe directeur n ^o 4 [Énoncé de principe 4 relatif au contrôle interne de l'ACFM – Liquidités et titres et Énoncé de principe 5 relatif au contrôle interne – Dépôt fiduciaire des titres des clients]
Article 14.5.3 [Fonds et titres détenus par un dépositaire qualifié]	1. Principe directeur n ^o 4 [Énoncé de principe 4 relatif au contrôle interne de l'ACFM – Liquidités et titres et Énoncé de principe 5 relatif au contrôle interne – Dépôt fiduciaire des titres des clients]

».

41. L'Annexe H de ce règlement, dans sa version modifiée à l'article 39 du présent règlement, est modifiée par le remplacement de la ligne relative à l'article 14.6 par la suivante :

«

Article 14.6 [<i>Garde en fiducie des actifs des clients et des fonds d'investissement par la société inscrite</i>]	<ol style="list-style-type: none"> 1. Règle 3.3.1 [<i>Généralités</i>]; 2. Règle 3.3.2 [<i>Espèces</i>]; 3. Règle 3.3.3 [<i>Titres</i>]; 4. Principe directeur n^o 4 [<i>Énoncé de principe 4 relatif au contrôle interne de l'ACFM – Liquidités et titres et Énoncé de principe 5 relatif au contrôle interne – Dépôt fiduciaire des titres des clients</i>]
---	---

».

42. L'Annexe H de ce règlement, dans sa version modifiée à l'article 39 du présent règlement, est modifiée par l'insertion, après la ligne relative à l'article 14.6, des suivantes :

«

Article 14.6.1 [<i>Dispositions sur la garde concernant certaines marges ou sûretés</i>]	1. Règle 3.2.1 [<i>Prêts aux clients et marge</i>]
Article 14.6.2 [<i>Dispositions sur la garde dans le cas de ventes à découvert</i>]	1. Règle 3.2.1 [<i>Prêts aux clients et marge</i>]

».

43. L'Annexe H de ce règlement, dans sa version modifiée à l'article 39 du présent règlement, est modifiée par la suppression des lignes relatives aux articles 14.8 et 14.9.

44. Ce règlement est modifié par le remplacement, partout où il se trouve dans les articles 2.2 et 8.30, du mot « loyauté » par le mot « équité ».

45. Le présent règlement entre en vigueur le 4 décembre 2017.

46. Malgré l'article 45, les dispositions suivantes du présent règlement entrent en vigueur le 4 juin 2018 :

- 1^o l'article 1;
- 2^o l'article 3;
- 3^o les sous-paragraphes *d*, *e* et *f* des paragraphes 1 et 3 de l'article 11;
- 4^o les sous-paragraphes *d*, *e* et *f* des paragraphes 1 et 3 de l'article 12;
- 5^o l'article 18;
- 6^o le paragraphe 2 de l'article 20;
- 7^o les articles 21 à 24, 35 à 38 et 40 à 43.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 33-109 SUR LES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'INSCRIPTION

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1^o, 3^o, 26^o et 27^o)

1. L'article 2.3 du Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription (chapitre V-1.1, r. 12) est modifié, dans la disposition *i* du sous-paragraphe *c* du paragraphe 2, par le remplacement de « paragraphe *c* » par « paragraphe *a* ».
2. L'article 7.1 de ce règlement est modifié par l'insertion, dans le paragraphe 3 et après le mot « Sauf », des mots « en Alberta et ».
3. L'Annexe 33-109A2 de ce règlement est modifiée, dans l'Appendice B :
 - 1^o par le remplacement, sous « **Île-du-Prince-Édouard** », des mots « Deputy Registrar of Securities » par les mots « Superintendent of Securities »;
 - 2^o par le remplacement, sous « **Nouveau-Brunswick** », des mots « du Directeur des valeurs mobilières » par les mots « de l'Inscription ».
4. L'Annexe 33-109A3 de ce règlement est modifiée, dans l'Appendice A :
 - 1^o par le remplacement, sous « **Île-du-Prince-Édouard** », des mots « Deputy Registrar of Securities » par les mots « Superintendent of Securities »;
 - 2^o par le remplacement, sous « **Nouveau-Brunswick** », des mots « du Directeur des valeurs mobilières » par les mots « de l'Inscription ».
5. L'Annexe 33-109A4 de ce règlement est modifiée :
 - 1^o par le remplacement, dans le texte anglais du premier alinéa des instructions générales, des mots « regulator(s) or in Québec, » par les mots « regulator(s) or, in Québec, »;
 - 2^o par le remplacement, dans le texte anglais de la rubrique 22 et sous les sous-titres « **Individual** » et « **Authorized partner or officer of the firm** », des mots « regulator, or in Québec » par les mots « regulator or, in Québec, »;
 - 3^o par l'insertion, dans l'Appendice C et sous le titre « **Catégories de personnes physiques et activités autorisées** » et après « Personne physique autorisée », de « visée au paragraphe *c* de la définition de l'expression « personne physique autorisée » à l'article 1.1 du Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription »;

4^o dans l'Appendice O :

a) par le remplacement, sous « **Île-du-Prince-Édouard** », des mots « Deputy Registrar of Securities » par les mots « Superintendent of Securities »;

b) par le remplacement, sous « **Nouveau-Brunswick** », des mots « du Directeur des valeurs mobilières » par les mots « de l'Inscription ».

6. L'Annexe 33-109A5 de ce règlement est modifiée, dans l'Appendice A :

1^o par le remplacement, sous « **Île-du-Prince-Édouard** », des mots « Deputy Registrar of Securities » par les mots « Superintendent of Securities »;

2^o par le remplacement, sous « **Nouveau-Brunswick** », des mots « du Directeur des valeurs mobilières » par les mots « de l'Inscription ».

7. L'Annexe 33-109A6 de ce règlement est modifiée :

1^o par l'insertion, dans la rubrique 4.2 et après les mots « en dérivés », de « (en sus des dispenses déjà indiquées à l'agent responsable ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières conformément à la dispense applicable) »;

2^o dans l'Appendice A :

a) par le remplacement, sous « **Île-du-Prince-Édouard** », des mots « Deputy Registrar of Securities » par les mots « Superintendent of Securities »;

b) par le remplacement, sous « **Nouveau-Brunswick** », des mots « du Directeur des valeurs mobilières » par les mots « de l'Inscription ».

3^o dans l'Appendice C :

a) par le remplacement, à la ligne 10 de la colonne du tableau intitulée « **Élément** », des mots « présent règlement » par « Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites ou, au Québec, pour une société inscrite seulement dans ce territoire et uniquement dans la catégorie de courtier en épargne collective, moins la franchise de l'assurance responsabilité prévue à l'article 193 du Règlement sur les valeurs mobilières (chapitre V-1.1, r. 50) »;

b) par le remplacement, dans les paragraphes *i* et *ii* des notes relatives à la ligne 12, des mots « positions à découvert » par les mots « positions vendeur »;

c) dans l'Appendice 1 :

i) par le remplacement, dans le sous-paragraphes *i* du paragraphe *a*, de « (pour autant que ces titres étrangers aient reçu la note Aaa ou AAA, respectivement de Moody's Investors Service Inc. et de Standard & Poor's Corporation) » par « (pourvu que ces titres étrangers aient reçu la notation Aaa ou AAA, ou la notation à court terme équivalente à l'une ou l'autre de ces notations, d'une agence de notation désignée ou d'un membre du même groupe que l'agence de notation désignée) »;

ii) par le remplacement, dans le sous-paragraphe *i* du paragraphe *e*, des mots « Positions à découvert » par les mots « Position vendeur ».

8. L'Annexe 33-109A7 de ce règlement est modifiée :

1^o dans les instructions générales :

a) par le remplacement, dans le texte anglais du premier alinéa, des mots « regulator(s) or in Québec, » par les mots « regulator(s) or, in Québec, »;

b) par le remplacement, dans le paragraphe 2, de « paragraphe *c* » par « paragraphe *a* »;

2^o par le remplacement, dans le paragraphe 1 de la rubrique 9, de « paragraphe *c* » par « paragraphe *a* »;

3^o par le remplacement, dans le texte anglais du paragraphe 2 de la rubrique 12 et sous les sous-titres « **Individual** » et « **Autorized partner or officer of the new sponsoring firm** », des mots « regulator, or in Québec » par les mots « regulator or, in Québec, »;

4^o par l'insertion, dans l'Appendice B et sous le titre « *Catégories de personnes physiques et activités autorisées* » et après « Personne physique autorisée », de « visée au paragraphe *c* de la définition de l'expression « personne physique autorisée » à l'article 1.1 du Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription »;

5^o dans l'Appendice F :

a) par le remplacement, sous « **Île-du-Prince-Édouard** », des mots « Deputy Registrar of Securities » par les mots « Superintendent of Securities »;

b) par le remplacement, sous « **Nouveau-Brunswick** », des mots « du Directeur des valeurs mobilières » par les mots « de l'Inscription ».

9. Le présent règlement entre en vigueur le 4 décembre 2017.